

PREPARONS LA LUTTE POUR LES RETRAITES ET LA SUITE DES AUJOURD'HUI

La situation sociale et politique est en train de se tendre à nouveau. Les élections régionales ne passionnent guère, mais en même temps de nouvelles mobilisations ont commencé à voir le jour, en particulier dans l'éducation, à Total, et bien sûr autour de la question des retraites. Chacun sent bien que ces affrontements peuvent avoir un effet d'entraînement pour la population qui n'en peut plus de supporter les frais de la crise. Mais cela dépend en grande partie de l'orientation qui sera donnée : aller vers le renforcement et la convergence des luttes, donner des signes tangibles qui contribuent à renforcer la confiance que peuvent avoir les travailleurs dans leur capacité à changer les choses par eux-mêmes ; ou au contraire jouer l'éparpillement et la résignation par avance, en essayant de négocier le moindre mal.

Face aux partis de la gauche institutionnelles et à leurs fausses promesses sur les régions censées nous protéger des conséquences de la crise et des mauvais coups de la droite et du patronat, face aux directions syndicales qui pour la plupart préparent déjà leurs capitulations en rase campagne, un parti comme le nôtre, aussi petit soit-il, a une responsabilité : celle de profiter des derniers jours de la campagne pour populariser un plan d'action afin de préparer sans attendre les prochaines échéances dans les luttes.

Notre propos n'est donc pas de revenir sur ce qui a été fait au niveau de la politique électorale du NPA, le bilan sera fait en temps utile. Il est de souligner à quel point il y a un enjeu immédiat à donner une perspective claire à notre campagne dans les derniers jours qui restent, en mettant l'accent sur les objectifs et les revendications susceptibles de mobiliser réellement les classes populaires et le monde du travail dans les prochaines luttes.

Se saisir des élections pour construire le 23 mars et ses suites

Nous avons voté une motion au dernier CPN ou nous affirmions que *"la question des retraites va être la question sociale et politique centrale de cette année"... "L'urgence est donc de mobiliser le plus largement possible contre cette nouvelle contre-réforme"... "C'est une véritable épreuve de force qu'il faut préparer, un mouvement d'ensemble, une mobilisation générale"*.

Il apparaît en effet de plus en plus clairement qu'au mois de mars la date déterminante pour de larges couches de la population ne sera ni le 14 ni le 21 mais bien le 23, et, plus, le 24 et la suite. Ou plus exactement que le vote des 14 et 21 va être lié aux préoccupations définies par le 23 et après.

Si 50% des électeurs ne pensent pas se déplacer pour les élections régionales, et bien plus dans les milieux populaires, c'est 65% de la population qui se déclare prêt à agir pour la défense des retraites. Et bien plus dans les milieux décisifs du monde du travail, là où les salariés peuvent peser sur la situation politique bien plus efficacement par leurs luttes et leurs grèves qu'avec un bulletin de vote.

En même temps, 65% c'est moins que lors de la dernière mobilisation pour la défense des retraites qui tournait autour de 80%. Pour différentes raisons probablement, dont peut-être une certaine acceptation mais aussi - et c'est cela qui compte pour nous et notre politique - parce que beaucoup ont compris que les forces traditionnelles syndicales et politiques ne sont pas déterminées à mener une lutte réelle. Ainsi le succès probable du PS dans les élections traduit la volonté de sanctionner Sarkozy et de se protéger de sa politique, notamment sur les retraites, mais sans guère d'illusion, ce dont l'abstention donne aussi la mesure. Les déclarations de Martine Aubry acceptant le report de l'âge de départ à 61 ou 62 ans avaient déclenché il y a peu un véritable tollé populaire. A la hauteur des attentes, des doutes et des craintes...

Mettre l'actualité des luttes sociales au centre de notre campagne

Il nous faut être présents aux côtés de ceux de Total Dunkerque le 8 mars, des enseignants le 12

mars et pour la défense des retraites le 23 mars et ensuite. En définitive, partout, il nous faut une politique qui donne de l'efficacité aux gestes militants mais dispersés de chacun d'entre nous, de l'efficacité dans le contexte d'éparpillement des luttes actuelles. Ces derniers jours de campagne nous en donnent l'occasion comme elles nous permettent de donner une signification plus générale et plus politique à ces mouvements en leur donnant une certaine centralité.

D'autant plus que ces dates de mobilisation à venir s'accompagnent de conflits qui continuent contre les licenciements avec séquestrations de dirigeants, les charges de travail et plus encore de nouvelles luttes pour les salaires à Danone, Sanofi, Ikéa, Rhodia... qui se placent dans un contexte de crise qui rend la situation certes plus difficile pour les travailleurs mais qui peut aussi devenir plus explosive rapidement. On ne peut en effet penser la situation française sans son contexte européen, sans l'Etat Espagnol, le Portugal et surtout la Grèce où tout le monde comprend ici que la violence des attaques sur les retraites ou la fonction publique est la préfiguration de ce qui nous attend en France après les élections et regarde avec attention les mobilisations importantes que cela provoque.

Nous devons donc mettre au centre de notre politique la nécessité de faire converger les luttes et la préparation d'un affrontement avec la politique du gouvernement.

Nous avons à juste titre pris l'initiative et placé le 23 et sa suite comme échéance décisive de la période à venir. Le refus du PS de participer à la réunion unitaire que nous avons convoqué montre bien quel est le fond de leur politique, quelle leur réelle volonté de lutte contre ce contre-projet.

La meilleure illustration de la capitulation des forces de gauche est leur capitulation sur les revendications. Les revendications syndicales pour le 23 mars ne portent... que sur le calendrier de l'acceptation. Elles ne veulent que sauver la face... Un petit tour et puis s'en vont.

L'appel que nous avons bâti autour de nous (signé par le PG, AL, les Alternatifs, la FASE, le PCOF) montre bien l'état de la gauche, l'état de son renoncement et la difficile tâche qui est devant nous. Ce texte ne mentionne pas les 37,5 ans, il sous-tend de fait les 41 ans et pourquoi pas plus puisqu'il est silencieux là-dessus. Pour armer les travailleurs nous ne pourrions en rester à un tel niveau de généralités : *"Le départ à 60 ans avec une retraite pleine"*. En effet, cela pourrait tout à fait convenir au PS ou aux différentes directions syndicales. Ne pas parler des annuités, du mode de calcul ni des cotisations est un langage qui ne permet pas de mener vers le chemin de la lutte pour la défense des retraites. Voilà pourquoi, en voyant les signataires et le contenu, on peut légitimement se poser la question de la pertinence d'un tel appel.

Nous ne devons pas accompagner les forces de gauche dans l'acceptation et le renoncement. Nous devons accompagner les sentiments populaires et les forces qui ne sont pas résignées, qui sont prêtes à se battre. S'adresser à leur base, la gagner, c'est crier notre indignation et nos revendications parce que leur propre base est elle-même indignée et attend un programme revendicatif pour lequel il vaille la peine de lutter et autour duquel elle peut se regrouper. Et pour cela nous défendons notre programme : départ à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles et 75% du salaire avec 37,5 ans de cotisation, retour aux dix meilleures années et maintien des 6 mois pour la fonction publique, calcul sur les prix et non les salaires et prise en compte des années d'études.

Et mieux encore. Des camarades soulignent à juste titre que ce programme lui-même n'est pas suffisant. C'est cela que nous devons faire entendre. Car la retraite par point qui se prépare c'est un changement de civilisation.

On ne peut pas poser la question des retraites sans se prononcer pour l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires à 300 euros avec mini à 1500 euros net, y compris pour la retraite, la répartition des richesses, le rapport salaires/dividendes, les subventions aux banques et plus généralement la société que nous laissons aux générations à venir, bref de la société que nous voulons. Car c'est un désastre social qui s'annonce, c'est le retour à un monde qui abandonne les retraités à la pauvreté, qui oblige les anciens à travailler jusqu'à la mort. Et tout ça pour payer les milliards donnés aux banques, aux grands patrons, aux actionnaires ou aux traders.

La gauche institutionnelle ne prépare pas la suite du 23 mais même pas cette journée. Nous devons

le faire. Nous serons entendu. Et nous ne devons pas nous contenter d'espérer qu'une forte mobilisation le 23 suffise à mener spontanément à une suite. Nous devons préparer cette suite dès aujourd'hui.

Car il est évident que la partie la plus consciente de la population peut comprendre et que la grande masse peut sentir, qu'aucune des forces institutionnelles classiques de la gauche, syndicales et politiques, ne veut réellement préparer la lutte pour la défense des retraites.

C'est cette politique unitaire avec les classes populaires, par dessus leurs appareils traditionnels que nous devons mettre en avant. C'est ainsi que nous ferons pression sur leur base. C'est ainsi que nous gagnerons la sympathie de leurs sympathisants ou électeurs et contraindrons leurs directions à faire des pas.

L'auto-organisation

On peut le constater aujourd'hui : la plupart des luttes actuelles viennent d'une pression de la base et les directions syndicales ne font qu'au mieux l'entériner tout en faisant tout ce qu'elles peuvent pour la contenir.

C'est pourquoi, partout où nous sommes, les initiatives que nous prendrons peuvent avoir un effet décisif pour que les mouvements se construisent : autour de Total, dans l'éducation, à la SNCF ou l'appel au 23 de SUD semble avoir un certain écho, à la Poste, dans les hôpitaux, autour des grèves locales contre les licenciements, des grèves et des débrayages contre les charges de travail et pour les augmentations de salaire. Et bien sûr autour du 23 et des retraites, en constituant des comités pour les retraites localement, autour de nos revendications.

Ce dernier point peut être mené sans attendre que les choses se débloquent au niveau national : au contraire, la mise en place de comités locaux exercera une pression pour qu'un collectif national se mette en place et pour que les positions et revendications qui en ressortent soient correctes. Pour cela il nous faut dès maintenant affirmer la nécessité d'une suite, par exemple d'une deuxième journée ou d'un couple de deux journées rapidement.

Nous pouvons appuyer nos prises de paroles dans les quartiers ou les usines, par ce que nous écrirons sur nos pancartes et banderoles mais aussi par ce que nous disons dans la campagne électorale.

L'unité pour l'action avec un contenu réellement mobilisateur

Il s'agit de prendre des initiatives pour construire et développer la mobilisation et d'exercer de ce fait une pression sur les appareils. En particulier, dans l'éducation, une intersyndicale du second degré (SNCL-FAEN, SUD-éducation, FO, SNEP, CGT Educ'action, SNES et SNALC) appelle au 12 mars et l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appelle à la journée du 23 mars. A nous de faire en sorte que les autres organisations, en particulier le SNUipp dans le premier degré, se jettent dans la bataille actuelle.

Cette bataille se déroule au niveau local et au niveau national. Là où il n'y a pas d'appel, les militants doivent se mettre en grève pour se positionner dès le départ à l'avant garde, à l'initiative dans le mouvement. A la SNCF, la grève reconductible appelée par SUD à partir du 23 mars semble remuer la CGT. A nous de tout faire pour donner confiance aux équipes combattives de renforcer cette grève. Pour cela nous pouvons dès maintenant préparer un appel de syndicalistes, du NPA pour commencer mais plus largement ensuite, pour le 23 mais aussi dès maintenant annoncer une suite, un plan de mobilisation. Et un appel qui se construise autour de véritables revendications afin que la colère populaire ne se perde pas dans une journée inutile car sans lendemain et sans contenu mobilisateur.

Un enjeu politique

L'enjeu de ces mobilisations et en particulier de celle des retraites, est de constituer un rapport de

forces pour signifier que « *ce n'est pas à nous de payer leur crise* ». Tout le monde le comprend. Une dynamique sur les retraites ne peut qu'encourager la lutte contre les licenciements, pour les services publics, les salaires... et pour la convergence et le tous ensemble.

Cette formule doit être le chapeau général de la mobilisation et centrer les mobilisations autour des axes suivants : retrait de tous les projets sur les retraites; arrêt des licenciements et des suppressions de postes ; arrêt des privatisations, des restructurations, et retrait de la loi mobilité ; retrait des réformes de l'éducation ; 300 euros d'augmentation pour tous et 1500 euros nets pour vivre.

Bien sûr cela doit aussi s'accompagner du rejet du gouvernement, la nécessité d'ôter le pouvoir aux actionnaires et combattre le capitalisme : « interdiction des licenciements », mais aussi « nationalisation des banques sous contrôle des travailleurs et de la population ».... Sans oublier de faire le lien avec la grève des sans-papiers.

Pas de fusions techniques ni de vote au second tour pour ceux qui ne s'engagent pas sur les retraites

Du 14 au 21, on va nous demander, suivant nos résultats, si on propose la fusion technique et ce qu'on va voter au deuxième tour. Notre campagne pour les retraites aura d'autant plus d'écho à ce moment.

Jusqu'au 14, nous devons dire que le 14 prépare le 23 et surtout sa suite, que le nombre de personnes dans la rue le 23 sera autrement plus déterminant que le nombre d'électeurs le 21. Que oui, nous sommes pour afficher notre programme (60 ans, 37,5 annuités etc.), et que oui, nos partenaires n'y sont pas favorables mais que nous nous battons pour les entraîner sur ce terrain. Nos alliances sont dynamiques.

Mais faire du 14 une étape vers le 23 et la suite, c'est aussi exercer une pression sur le second tour.

Comment se faire le représentant des aspirations de la base populaire du PS, du PCF, du PG à lutter pour les retraites en critiquant la politique de leurs responsables et dire en même temps qu'on souhaite fusionner avec leurs listes aux régionales, et voter pour eux au deuxième tour sans conditions ? Ce serait incompréhensible. Préparer le 23 et la suite dès aujourd'hui, ça consiste à dire non aux fusions techniques qui sont évidemment un geste politique. On ne peut pas s'allier avec des gens ou appeler pour eux le 21 alors qu'ils nous trahiront le 24.

Ils veulent nos voix ? Qu'ils viennent les chercher en s'engageant sur les retraites. Notre position dépendra de leurs engagements. S'ils n'en prennent pas, et n'en doutons pas, ils n'en prendront pas, comment s'associer à des partis pour dire deux jours plus tard qu'ils nous trompent ?

Dans ce cadre, le vote pour le NPA au premier tour serait utile parce qu'il épouserait une volonté populaire large : la défense des retraites. Un vote significatif à l'extrême gauche sera important pour contribuer à redonner le moral à une partie des milieux populaires et à toutes celles et tous ceux qui voient dans la journée du 23 et bien au-delà le début d'un affrontement décisif face au gouvernement et au patronat. Plus il y aura de voix pour le NPA le 14 mars, plus ceux qui veulent défendre les retraites pourront peser sur les partis de gauche et leur engagement dans la lutte pour les retraites.

Alex (CPN,76), Armelle (CPN, 92N), Caroline (CE, 92N), Gaël (CPN, 92N), Jacques (CE, 68), Jean-François (CPN, 93), Mathilde (CE, 92N), Virginie (CPN, 75)